

LIVRET

D'ACCUEIL #3

2020-2021

Formations diplômantes
et certifiantes

SOMMAIRE

1. La liste des formations.....	3
2. Les contacts pédagogiques et administratifs.....	4
3. Le principe de l'alternance.....	5
4. Le stage en milieu professionnel.....	6
5. La gratification des stages.....	7
6. Les stages à l'étranger.....	9



1. LA LISTE DES FORMATIONS

Sigle	Formations	Niveau de la formation (nomenclature Europe) RNCP	Niveau FR
AM	Assistant Maternel		
ASG	Certificat Assistant en Soins Gériatriques	3	V
BPJEPS	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et des Sports – Animateur Social en Gériatrie	4	IV
CAFERUIS	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale	6	II
CNC MJPM	Certificat National de Compétence Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs – Mention Mesure d'Accompagnement Judiciaire (MAJ)		
TMA	Titre de Moniteur d'Atelier		
D.E. AES	Diplôme d'État Accompagnant Éducatif et Social	4	V
D.E. AF	Diplôme d'État Assistant Familial	3	V
D.E. ASS	Diplôme d'État Assistant de Service Social	6	II
D.E. EJE	Diplôme d'État Éducateur de Jeunes Enfants	6	II
D.E. ES	Diplôme d'État Éducateur Spécialisé	6	II
D.E. ETS	Diplôme d'État d'Éducateur Technique Spécialisé	6	II
D.E. IS	Diplôme d'État Ingénierie Sociale	7	I
D.E. JEPS	Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et des Sports Animateur Social	5	III
D.E. ME	Diplôme d'État Moniteur Éducateur	4	IV
D.E. TISF	Diplôme d'État Technicien d'Intervention Sociale et Familiale	4	IV

2. LES CONTACTS PÉDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIFS

Filières	Personnes ressources	
	Administratif	Pédagogique
AM	Marie ALLES	Delphine LAURICHESSE
	04 73 42 36 04	04 73 17 01 18
	marie.alles@itsra.net	delphine.laurichesse@itsra.net
ASG	Christine COURBOU	Lydie PASTOR
	04 63 05 03 72	04 73 42 36 03
	christine.courbou@itsra.net	lydie.pastor@itsra.net
BPJEPS	Marie ALLES	Yann ESTEBAN
	04 73 17 01 12	04 73 42 36 13
	marie.alles@itsra.net	yann.esteban@itsra.net
CAFERUIS	Christelle GUDIN	Joseph DIOP
	04 73 17 01 12	04 73 17 04 21
	christelleg.gudin@itsra.net	Joseph.diop@itsra.net
CNC MJPM	Christelle GUDIN	Joseph DIOP
	04 73 17 01 12	04 73 17 04 21
	christelleg.gudin@itsra.net	Joseph.diop@itsra.net
TMA	Marie ALLES	Brice DEBARGE
	04 73 42 36 04	04 73 69 99 19
	marie.alles@itsra.net	brice.debarga@itsra.net
D.E. AES	Christine COURBOU	Lydie PASTOR
	04 63 05 03 72	04 73 42 36 03
	christine.courbou@itsra.net	lydie.pastor@itsra.net
D.E. AF	Sophie BARSİ	Thierry MOREL
	04 63 05 03 73	04 73 17 04 31
	sophie.barsi@itsra.net	thierry.morel@istra.net
D.E. ASS	Johanna DUTOIT	Thierry MOREL
	04 73 17 01 20	04 73 17 04 31
	johanna.dutoit@itsra.net	thierry.morel@istra.net
D.E. EJE	Johanna DUTOIT	Delphine LAURICHESSE
	04 73 17 01 20	04 73 17 01 18
	johanna.dutoit@itsra.net	delphine.laurichesse@itsra.net

D.E. ES	Sylvie BEGON	Philippe JOYEUX
	04 63 05 03 80	04 73 17 01 01
	sylvie.begon@istra.net	philippe.joyeux@itsra.net
D.E. IS	Christelle GUDIN	Joseph DIOP
	04 73 17 01 12	04 73 17 04 21
	christelleg.gudin@itsra.net	Joseph.diop@itsra.net
D.E. ME	Marilyn CHILLAN	Véronique BILCOT
	04 63 05 03 79	04 73 69 99 17
	marilyn.chillan@itsra.net	veronique.bilcot@itsra.net
D.E. TISF	Marilyn CHILLAN	Véronique BILCOT
	04 63 05 03 79	04 73 69 99 17
	marilyn.chillan@itsra.net	veronique.bilcot@itsra.net

3. LE PRINCIPE DE L'ALTERNANCE

L'alternance est au cœur de toutes les formations diplômantes et certifiantes proposées à l'ITSRA. Ainsi plus de 50% du temps de formation est passé sur le terrain dans des établissements du secteur social et médico-social.

La pédagogie mise en œuvre dans nos formations repose sur l'**alternance intégrative** fondée sur une complémentarité entre les savoirs théoriques et méthodologiques acquis en centre de formation et les situations professionnelles rencontrées pendant les périodes de stage dans des sites qualifiants.

Les périodes de stage constituent ainsi des temps de professionnalisation indispensables qui permettent aux apprenants d'expérimenter leur futur exercice professionnel.

Elle permettent d'assurer :

- Une opérationnalité, dès la sortie de formation.
- Des expériences concrètes auprès de publics divers.
- Des postures et savoir-faire incontournables.

L'alternance intégrative contribue à la professionnalisation des apprenants par l'acquisition de compétences construites à partir de confrontations aux réalités de terrain, grâce à une fertilisation croisée entre la théorie et la pratique. Ainsi, la formation pratique participe, au même titre que la formation théorique à l'apprentissage de l'exercice du métier. C'est un processus d'apprentissage qui articule théorie et pratique, dans une « continuité pédagogique entre l'expérience et la réflexion » et qui repose sur une synergie entre tous les acteurs de la formation (formateurs, formés et professionnels de terrain).

Elle confère une reconnaissance aux professionnels et au terrain professionnel comme lieu de production de savoirs pratiques. Le temps sur site, dans la relation directe avec les personnes et les groupes, est un véritable temps de formation.

Le lieu de stage devient un "site qualifiant" et est le lieu charnière dans lequel se vivent et à partir duquel s'analysent les pratiques professionnelles.

Dans ce processus d'apprentissage, l'apprenant fait face successivement à des situations de travail et à des situations de formation, l'une et l'autre pédagogiquement organisées : il est conduit, par des aller-retour théorie-pratique, à développer sa capacité à mobiliser son savoir pour agir, puis, en réfléchissant à son action, à transformer ses savoir-faire en expérience, les rendant ainsi transférables à d'autres situations.

4. LE STAGE EN MILIEU PROFESSIONNEL

Le stage doit permettre à l'apprenant d'acquérir des compétences professionnelles en lien avec sa formation et d'assurer des missions conformes au projet pédagogique de son diplôme. Lors de sa mise en situation temporaire en établissement, le stagiaire **n'est pas considéré comme un salarié** mais doit tout de même respecter les règles internes de l'établissement d'accueil inscrites au règlement intérieur (horaires, durée du travail, hygiène et sécurité, ...). L'ITSRA s'engage à proposer un stage à chaque apprenant sur le territoire auvergnat en tenant compte des souhaits de chaque apprenant et de la réalité du terrain dans la mesure des possibilités.

Les droits et avantages du stagiaire

Le stagiaire bénéficie de certains droits et avantages **identiques aux salariés**.

Il peut bénéficier **de congés et d'autorisations d'absence** si le stage est d'une durée **supérieure à deux mois consécutifs**. Pendant ces absences, prévues dans la convention de stage, le maintien de la gratification n'est pas obligatoire car elle est calculée sur le nombre d'heures de présence effective du stagiaire. En cas de grossesse, paternité ou adoption, la rémunération de ces congés n'est pas obligatoire non plus, mais elle est possible si elle est prévue dans la convention de stage.

L'employeur doit s'assurer que la présence du stagiaire dans l'entreprise suit les **mêmes règles** que celles des salariés concernant le travail de nuit, les repos quotidiens ou hebdomadaires et les jours fériés. Aucune "tâche dangereuse" ne doit être effectuée par un stagiaire.

Les protections du code du travail, notamment contre le harcèlement moral et sexuel, sont étendues aux stagiaires.

5. LA GRATIFICATION DES STAGES

Les stages en milieu professionnel

> Pour les apprenants en formation initiale

Les stages ne relevant ni du 2° de l'article L. 4153-1 du code du travail **ni de la formation professionnelle tout au long de la vie telle que définie par le code du travail** font l'objet entre le stagiaire, l'organisme d'accueil (entreprise, association, etc.) et l'établissement d'enseignement d'une convention tripartite et doivent être intégrés à un cursus pédagogique scolaire ou universitaire. Lorsque leur durée au sein d'une même entreprise (ou d'un autre organisme d'accueil) est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire ou universitaire, à deux mois consécutifs ou non, le ou les stages font l'objet d'une gratification versée mensuellement.

Les dispositions présentées ici sont celles applicables aux stages en milieu professionnel effectués par des apprenants en formation initiale. Les règles applicables figurent principalement aux articles L. 124-1 à L. 124-20 du code de l'éducation; elles ont été modifiées en dernier lieu par la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 citée en référence.

> Pour les apprenants en formation professionnelle continue

Pour les salariés, les demandeurs d'emploi en formation, indemnisés ou non, la gratification n'est pas due.

En résumé, sont exclus de la gratification :

Les salariés bénéficiant d'un financement de formation (CPF de transition, plan de développement des compétences).

Les salariés bénéficiant de contrats de travail particuliers dont les apprentis et les salariés en contrat de professionnalisation.

Les stagiaires de la formation professionnelle au sens de la formation professionnelle continue.

Les demandeurs d'emploi qui s'engagent ou sont engagés dans un parcours de formation, qu'ils soient indemnisés ou pas (ils relèvent de la formation professionnelle continue).

Les règles de la gratification

L'article 1 de la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 créant l'article L.124-6 du code de l'éducation prévoit que « lorsque la durée du stage ou de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire ou universitaire à deux mois consécutifs ou non, le ou les stages ou les périodes de formation en milieu professionnel » font l'objet d'une gratification versée mensuellement ».

Pour que l'étudiant puisse être gratifié, trois conditions cumulatives doivent être réunies :

- Le stage doit se dérouler durant une année d'enseignement d'au minimum 200h de formation en présentiel.
- Le stage doit se faire dans le même organisme d'accueil (au sens d'entité juridique).
- La durée du stage doit être supérieure **strictement** à deux mois consécutifs ou non, équivalent à 44 jours sur la base de 7 heures par jour. La durée du stage s'apprécie en tenant compte de la **présence effective** du stagiaire dans l'organisme d'accueil.

En résumé sur les règles de gratification :

Un employeur qui a recours à un stagiaire pour une durée supérieure à deux mois (soit 44 jours à 7 heures par jour), consécutifs ou non, au cours de la même année (scolaire ou universitaire) doit obligatoirement lui verser une gratification, si le stagiaire a le statut d'étudiant. Les apprenants inscrits à Pôle Emploi ne sont pas soumis à la gratification. Un mois correspond à une présence effective de 22 jours (consécutifs ou non) et une journée compte pour 7 heures de présence (consécutives ou non). La gratification devient donc obligatoire à partir de 309 heures.

La gratification est due au stagiaire à compter du **premier jour** du premier mois de la période. Elle est versée mensuellement. Son montant annuel forfaitaire n'est pas fonction du nombre de jours ouvrés dans le mois.

Pendant un **congé de grossesse, de paternité ou d'adoption, ou autres autorisations d'absence**, prévus à la convention, la gratification des jours d'absence **n'est pas obligatoire**. Mais elle reste possible et ne remet pas en cause l'obligation de gratification des jours de présence.

Cependant, la gratification versée pendant ce congé est **exclue de la franchise de cotisations sociales** (donc est soumise aux cotisations sociales), sauf si ces périodes sont assimilées à du temps de présence dans la convention de stage.

Les **organismes publics** ne peuvent pas verser de gratification supérieure au montant minimum légal sous peine de requalification de la convention de stage en contrat de travail.

Le montant de la gratification est à hauteur de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale, **soit 3,75€ de l'heure (au 1^{er} janvier 2019)**.

La gratification est mensuelle : elle doit être versée à la fin de chaque mois et non pas en fin de stage. Elle est due dès le 1^{er} jour de stage et non pas à partir du seuil des 2 mois de stage.

Exemple : pour un stage à temps plein (7 heures par jour) du 1^{er} janvier au 30 mars 2018, soit 3 mois calendaires, pour un total de 448 heures effectuées : janvier (22 jours x 7 heures = 154 heures), février (140 h), mars (154 h), la gratification totale due = $448 \times 25 \text{ €} \times 15 \% = 1\,680 \text{ €}$

Option 1 = versement chaque mois du réel effectué :

- janvier = 577,50 €
- février = 525 €
- mars = 577,50 €

Option 2 (lissage sur la totalité de la durée de stage) :

1 680 €/3 mois = versement chaque mois de 560 €.

Tout stage interrompu temporairement donne lieu à un réajustement sur la base du nombre réel d'heures effectuées. Tout stage définitivement interrompu fait l'objet d'une régularisation globale selon le nombre d'heures effectuées.

Dans certaines conditions, cette gratification bénéficie d'une franchise de cotisations sociales.

Nombre maximal de stagiaires par organisme d'accueil et par tuteur :

Un décret est venu porter application de la loi du 10 juillet 2014 sur l'encadrement des stages. Le nombre de stagiaires dont la convention est en cours au même moment dans un organisme d'accueil ne peut excéder 15% de l'effectif (pour un effectif supérieur ou égal à vingt) ou trois stagiaires (pour un effectif inférieur à vingt).

Ces plafonds peuvent être relevés à 20% de l'effectif (si celui-ci est supérieur ou égal à trente) ou à 5 stagiaires (si l'effectif est inférieur à trente) au cours des périodes de formation obligatoire en milieu professionnel, dans le cadre d'enseignements du second degré.

L'effectif de référence est égal :

- Au nombre des personnes physiques employées dans l'organisme d'accueil au dernier jour du mois civil précédent la période sur laquelle ce quota est respecté.
- A la moyenne de ce nombre sur les douze mois précédant la période sur laquelle ce quota est respecté.

Une même personne ne peut être désignée en qualité de tuteur si elle l'est déjà dans trois conventions de stage en cours d'exécution.

6. LES STAGES À L'ÉTRANGER

L'ITSRA encourage et accompagne les étudiants à vivre une expérience de stage et/ou d'études à l'étranger ou en dehors du territoire français métropolitain. Tous les étudiants bénéficient d'un accompagnement individuel et collectif de préparation au départ (recherche de terrains de stage, démarches administratives, financements, mise en réseau entre étudiants, assurances, etc.).



Pourquoi faire un stage à l'étranger ?

- Plusieurs pays et lieux de stage sont proposés aux apprenants.
- L'accompagnement individuel et collectif permet de mobiliser toutes les ressources nécessaires avant, pendant et après la mobilité.
- L'ITSRA laisse aussi la liberté de choisir une nouvelle destination où l'apprenant pourra construire son projet avec le support de l'équipe.
- Dans le cadre du projet ELISSE, les apprenants ont la possibilité d'être accueillis sur place par le partenaire et d'être en stage en même temps que d'autres étudiants de différentes nationalités.

Le Projet ELISSE :

L'ITSRA est à l'origine de cette aventure européenne de 3 ans, lancée en septembre 2017 et financée par le programme Erasmus+. Le projet ELISSE (*E-Learning for Intercultural Skills in Social Education*) a pour ambition de créer une formation bilingue (français/anglais) dispensée en partie à distance et destinée principalement aux étudiants en travail social qui interviendront en milieu multiculturel après leurs études.

L'idée du projet est née en 2016 de différents besoins repérés :

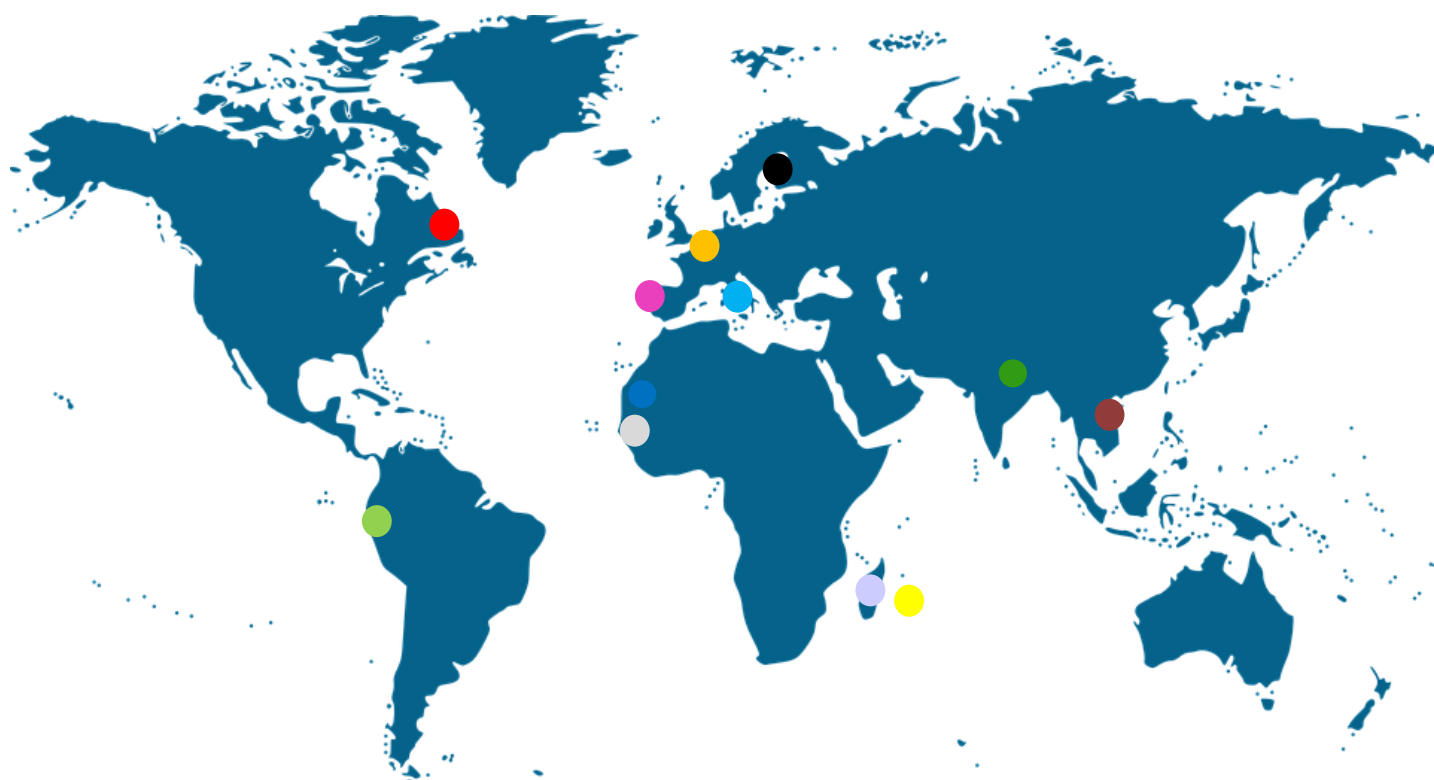
- Le besoin de former les travailleurs sociaux qui interviendront en milieu multiculturel après leurs études.
- Le besoin d'améliorer l'accompagnement pédagogique des mobilités étudiantes internationales.
- Le besoin d'améliorer les compétences des écoles

de travail social en matière de formation à distance.

Depuis, ce sont 10 écoles et universités situées en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe qui sont engagées dans ELISSE et plus de 50 étudiants sont déjà inscrits sur la plateforme de formation en ligne.



Destinations et nombre d'apprenants partis à l'étranger sur l'année scolaire 2018-2019 et 2019-2020:



● 3 au Pérou

● 10 au Québec

● 2 au Vietnam

● 4 au Portugal

● 2 à la Réunion

● 1 à Madagascar

● 2 en Italie

● 2 au Népal

● 5 en Belgique

● 5 au Sénégal

● 2 en Finlande

● 2 au Cote d'Ivoire

institut
de **travail social**
de la région auvergne

